

Web binaire 16 février 2022 **Refaire les ponts**
Présentation de Brigitte Caulier, présidente de l'IHAF

L'Institut d'histoire de l'Amérique française est la principale association des historiennes et des historiens professionnels du Québec et des spécialistes de l'Amérique française. Fondé en 1946 par Lionel Groulx, l'Institut regroupe professeurs, professionnels et amateurs d'histoire provenant de toutes les régions du Canada et de l'étranger. Cependant, le plus gros des effectifs de l'association vient du Québec, où il est naturel que davantage de personnes s'intéressent à ses activités qui sont celles d'une société savante bien impliquée dans son milieu et largement sollicitée par celui-ci.

Outre qu'il publie une revue trimestrielle, la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, et qu'il organise chaque année un congrès scientifique pour ses membres, l'Institut défend la place de l'histoire ainsi que celle des sciences humaines et sociales. Il intervient également dans les grands dossiers d'actualité en matière d'enseignement, de recherche, de patrimoine et d'archives. Enfin, chaque année, l'Institut récompense les meilleures réalisations en histoire de l'Amérique française par la remise de prix d'excellence.

L'Institut est devenu, au fil du temps, le principal organisme de diffusion de la recherche universitaire en histoire du Québec et de l'Amérique française, après avoir été l'un des moteurs de la disciplinarisation de l'histoire au Québec. Dès sa création, la Revue devait fournir des articles méthodologiques pour augmenter les compétences des personnes intéressées à l'histoire dont celles impliquées dans les sociétés historiques. Ce qui n'a pas été sans chatouiller les susceptibilités à l'époque. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Les enjeux communs ou spécifiques auxquels nous sommes confrontés

Bien des enjeux sociaux débattus actuellement révèlent la nécessité d'impliquer les historiens et les historiennes pour les comprendre. Or, l'histoire et les sciences humaines en général suscitent moins d'intérêt, particulièrement à l'Université. Elles ne sont pas des parcours « payants ». Les instances universitaires sont prêtes à les sacrifier comme on a vu récemment à l'Université Laurentienne pour le secteur francophone. Et même si les autres universités n'ont pas fait d'action aussi frappante, elles tardent à remplacer les départs à la

retraite, et les spécialistes d'histoire du Québec et du Canada sont de moins en moins nombreux dans les différents départements d'histoire.

Or nous savons que les étudiants et les étudiantes en histoire s'impliquent activement dans la société en général et de manière très évidente dans les sociétés historiques que ce soit pendant ou après leurs études.

En amont, l'intérêt pour l'histoire se développe à l'école et nécessite des enseignants bien formés dans la discipline pour le secondaire. Cette formation en histoire est au cœur de nos préoccupations à l'Institut depuis quelques années.

L'Institut fait des interventions publiques sur des dossiers préoccupant également les sociétés historiques comme la sauvegarde du patrimoine bâti et archivistique même si nous ne prenons pas position sur des cas de patrimoine privé. Il s'associe alors à la Société historique du Canada, pour les archives sulpiciennes par exemple récemment. Le patrimoine religieux a été au cœur de nos interventions; ce qui nous a amené à travailler avec le Conseil du patrimoine religieux du Québec. L'IHAF a soutenu le maintien du financement par BANQ des Services d'archives privées agréés (SAPA), souvent étroitement associés aux sociétés historiques quand celles-ci ne les constituent pas en soi.

Les pistes d'action pour retisser la communauté historique canadienne

En présentant les enjeux communs avec les sociétés historiques, j'ai déjà évoqué une partie de nos interventions plus haut.

À notre niveau, les congrès annuels favorisent la réflexion sur des enjeux communs comme la diffusion des connaissances historiques, la place de l'histoire dans la société. En 2018, le congrès de Drummondville portait sur l'histoire dans la cité. Des activités ont été organisées conjointement avec la société d'histoire de Drummondville et ouvertes à nos membres respectifs. Régulièrement des séances portent sur la création d'outils de recherche mis à disposition du grand public.

Les diplômés en histoire et dans les disciplines associées comme l'archivistique, les études patrimoniales s'impliquent beaucoup dans les sociétés historiques ou s'y trouvent un emploi comme le constate Fernand Harvey dans le numéro de *Cap-aux-Diamants* consacré aux « Indispensables sociétés d'histoire » (automne 2022). L'offre d'emplois de niveau universitaire s'étant rétractée, de plus en plus d'historiens et d'historiennes cherchent du travail ailleurs. Depuis 2017, l'Institut cherche à maintenir les liens avec ces personnes qui ont connu l'Institut souvent pendant leurs études, en participant aux congrès notamment. Il a mené une enquête pour connaître leur situation et les besoins qu'elles voudraient que l'IHAF comble. Pour favoriser leur participation à nos activités en tenant compte de leur situation financière souvent précaire, nous avons revu nos tarifs d'abonnement et d'inscription aux congrès.

Au total, les implications auprès des sociétés historiques locales et régionales passent surtout par les relations que nos membres entretiennent avec elles; elles sont moins explicites avec l'Institut comme tel. En tant qu'association professionnelle scientifique, l'Institut regroupe des membres dont la recherche entraîne des collaborations avec les sociétés locales et régionales. Ces liens s'établissent principalement sur une base individuelle ou bien par des groupes ou des centres de recherche. De son côté, l'Institut fédère la recherche en histoire du Québec et de l'Amérique française et en diffuse les résultats.

Avec la Société historique du Canada, les échanges demeurent constants. Nous avons régulièrement un membre de notre conseil d'administration siégeant également à celui de la SHC. Les grands dossiers nous réunissent régulièrement pour des interventions publiques communes.

En somme, les ponts sont moins à rétablir qu'à rendre plus visibles avec les sociétés historiques locales et régionales se consacrant à l'histoire du Québec et de l'Amérique française.